Angles d'Attactuell

attac
Attac : Association pour une taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne
Le journal d'Attac Suisse – www.suisse.attac.org / Die Zeitung von Attac Schweiz - www.schweiz.attac.org / N°4 , Januar 2020



Sommaire

Une nouvelle année de lutte

Le cap de 2019 a été franchi. Quelle année pour les mouvements sociaux en Suisse et dans le monde ! La grève féministe du 14 juin, les grèves du climat, les Gilets jaunes ou la grève contre la réforme des retraites en France et les nombreuses populations qui se sont soulevées contre leur gouvernement parfois devenu plus autoritaire ou simplement pour avoir aidé et laissé perdurer les méfaits du néolibéralisme.

Cette nouvelle année débute et déjà les mobilisations reprennent. La traditionnelle mobilisation contre le World Economic Forum à Davos. La grève contre la réforme des retraites continue en France. Les grèves du climat reprennent et se préparent à célébrer leur premier anniversaire, alors que viennent d'être jugés pour la première fois des militants pour leur action dans une filiale du Crédit Suisse à Lausanne dénonçant les investissements de la banque dans les énergies fossiles.

Toutefois, ce climat de révolte n'empêche pas les États et les multinationales de continuer le libre-échange effréné. La Suisse s'engage dans la voie du Mercosur et encourage la privatisation de l'eau dans son programme de coopération internationale. Dans un tel contexte, difficile de s'étonner de l'impunité dont bénéficient les multinationales, comme Novartis en Grèce.

Espérons que les mouvements sociaux s'amplifient et s'unifient pour refuser ce monde néolibéral globalisé.

Ein neues Jahr des Kampfes

Das Jahr 2019 liegt hinter uns. Was für ein Jahr für die sozialen Bewegungen in der Schweiz und weltweit! Der Frauenstreik vom 14. Juni, die Klimastreiks, die Gelbwesten oder der Streik gegen die Rentenreform in Frankreich, dazu die vielen Bevölkerungen, die sich gegen ihre Regierung auflehnten, in manchen Fällen wiel diese autoritärer wurde oder einfach weil sie die Missetaten des Neoliberalismus fortbestehen liess oder Beihilfe leistete.

Das neue Jahr beginnt und die Mobilisierungen fangen bereits wieder an. Die traditionelle Mobilisierung gegen das Weltwirtschaftsforum in Davos. Der Streik gegen die Rentenreform in Frankreich dauert an. Die Klimastreiks werden wieder aufgenommen und bereiten sich auf ihr einjähriges Jubiläum vor, da Aktivisten gerade zum ersten Mal für ihre Aktion in einer Filiale der Credit Suisse in Lausanne verurteilt wurden, mit der sie die Investitionen der Bank in fossile Brennstoffe anprangerten.

Dieses Klima der Revolte hindert Staaten und multinationale Unternehmen jedoch nicht daran, ihren ungezügelten Freihandel fortzusetzen. Die Schweiz engagiert sich im Mercosur und fördert in der internationalen Zusammenarbeit die Privatisierung des Wassers. In einem solchen Kontext ist es kaum verwunderlich, dass multinationale Unternehmen wie Novartis in Griechenland straffrei ausgehen.

Lasst uns hoffen, dass die sozialen Bewegungen wachsen und sich vereinigen, um diese globalisierte neoliberale Welt abzuwehren.

Mercosur : l'accord de libre-échange de trop ?

C'est avec satisfaction que le Conseil fédéral UDC Guy Parmelin a annoncé l'aboutissement des négociations de l'accord de libre-échange entre l'AELE et le Mercosur le 23 août 2019. Mais, le moment était mal choisi : Au Brésil l'Amazonie brûlait, résultat de la politique insensée du président d'extrême-droite Bolsonaro qui encourage la destruction de la forêt tropicale pour étendre les cultures et pâturages.

Cet accord est l'aboutissement de quatre ans de négociations entre le Mercosur qui comprend le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay et l'Association européenne de libre-échange (AELE) dont font partie la Suisse, le Liechtenstein, la Norvège et l'Islande. Pour l'économie suisse, il s'agit de profiter du potentiel d'un marché de 260 millions d'habitants. La presque totalité des produits exportés vers ces pays, machines, montres, produits pharmaceutiques et autres, bénéficiera de l'exonération des droits de douane. Pour les pays du Mercosur, il s'agit avant tout d'exportation de produits agricoles et de viande.

L'annonce de l'aboutissement des négociations a suscité une levée de boucliers : Alliance Sud, Public Eye, Uniterre, les Verts et d'autres expriment leurs critiques et évoquent la possibilité de lancer un référendum le temps venu. La signature de l'accord devrait avoir lieu en principe en 2020. Puis, aura lieu la procédure de ratification par le parlement. Une fois l'accord accepté, il s'ensuivra un délai référendaire de 100 jours si le Conseil fédéral est d'accord de le soumettre au vote populaire. L'entrée en vigueur ne se fera pas avant 2021.

Ce nouvel accord de libre-échange est à rejeter pour plusieurs raisons. Globalement, on peut dire qu'il renforce le modèle économique déjà existant d'échanges inégaux : des produits industriels à haute valeur ajoutée des pays du nord contre des matières premières agricoles des pays du Sud. Il fragilise encore davantage l'agriculture indigène en Suisse et renforce l'agriculture industrielle en Amérique latine. Une agriculture qui se déploie sur d'immenses étendues à renfort de pesticides et de semences transgéniques, souvent au détriment de petits agriculteurs qui sont chassés. La forêt tropicale est brûlée pour créer davantage de pâturages pour le bétail dont la viande est destinée à l'exportation.

Comme tous les accords de libre-échange récents, l'accord avec le Mercosur ne comprend pas seulement l'abolition de barrières douanières, mais prévoit aussi la suppression d'obstacles techniques au commerce, l'amélioration de l'accès des fournisseurs suisses aux marchés des services, ou encore le renforcement des droits de propriété intellectuelle, particulièrement important pour les médicaments dont la Suisse veut protéger les prix élevés.

D'autres accords de libre-échange conclus entre la Suisse et certains pays asiatiques avaient déjà donné lieu à des controverses concernant leur impact sur l'environnement et les droits humains. Tel a été le cas, par exemple, pour l'accord avec la Chine ainsi que ceux avec la Malaisie et l'Indonésie. Ces deux derniers pays sont les principaux producteurs d'huile de palme à l'échelle mondiale, production à l'origine de la destruction d'immenses forêts tropicales. Dans le cadre de l'AELE, un accord a été conclu avec les Philippines, d'autres avec le Vietnam et la Thaïlande sont en négociation. Le Conseil fédéral a toujours refusé d'effectuer des études de l'impact sur l'environnement de ces accords commerciaux en prétextant un manque de fiabilité des méthodes.

Le gouvernement suisse est toutefois conscient qu'aujourd'hui certains accords de libre-échange suscitent la méfiance ou le rejet des milieux critiques. Ainsi, on peut lire sur le site du Secrétariat d'État à l'économie (SECO) que l'accord avec le Mercosur comporte également un chapitre avec des dispositions générales et contraignantes sur la thématique « commerce et développement durable[1] » . Sur ce site figurent en plus une série d'arguments répondant à certaines critiques spécifiques. Le gouvernement semble donc se trouver sur la défensive. Visiblement, il se prépare au débat parlementaire et tente d'éviter un référendum à tout prix.

Conclure un maximum d'accords de libre-échange est une politique économique explicite de la Suisse. Il s'agit de faire profiter encore plus les industries exportatrices, y compris les services. Les pays du Mercosur sont un marché potentiel extrêmement important. Que pèse réellement le fait que les droits humains soient menacés en Amérique latine, que la forêt amazonienne recule encore davantage et que l'agriculture suisse soit mise encore plus sous pression ? Que valent quelques clauses d'un accord conclu avec un pays comme le Brésil dont le président, qui se moque de l'écologie et des droits humains, a nommé comme ministre de l'Agriculture le plus grand producteur mondial de soya ?

Il faudra donc suivre les débats parlementaires où l'on verra très probablement une droite parlementaire défendre bec et ongles les intérêts de l'économie suisse. Les beaux discours sur l'écologie, entendus lors des dernières élections, seront alors périmés.

Christine Dellsperger

[1] https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/Aussenwirtschaftspolitik_Wirtschaftliche_Zusammenarbeit/Wirtschaftsbeziehungen/Freihandelsabkommen/Partner_weltweit/mercosur.html

Mercosur: Widerstand gegen das Freihandelsabkommen

Der SVP-Bundesrat Guy Parmelin hat am 23. August 2019 den erfolgreichen Abschluss der Verhandlungen über das Freihandelsabkommen zwischen EFTA und Mercosur bekannt gegeben. Aber der Zeitpunkt war schlecht gewählt: In Brasilien brannte der Amazonas, Ergebnis der absurden Politik des rechtsextremen Präsidenten Bolsonaro, die die Zerstörung des Regenwaldes vorantreibt um mehr Felder und Weideland zu gewinnen.

Dieses Abkommen ist das Ergebnis vierjähriger Verhandlungen zwischen dem Mercosur, zu dem Brasilien, Argentinien, Paraguay und Uruguay gehören, und der Europäischen Freihandelsassoziation (EFTA), die die Schweiz, Liechtenstein, Norwegen und Island umfasst. Für die Schweizer Wirtschaft geht es darum, das Potenzial eines Marktes von 260 Millionen Einwohnern zu nutzen. Die meisten der in diese Länder exportierten Produkte, wie Maschinen, Uhren, Arzneimittel und andere, werden von der Zollbefreiung profitieren. Für die Mercosur-Länder sind es vor allem die Exporte von Agrarprodukten und Fleisch.

Die Ankündigung des erfolgreichen Abschlusses der Verhandlungen hat starken Protest ausgelöst: Alliance Sud, Public Eye, Uniterre, die Grünen und andere kritisieren das Abkommen und erwähnen die Möglichkeit, zum gegebenen Zeitpunkt ein Referendum zu lancieren. Das Abkommen wird wahrscheinlich 2020 unterzeichnet und muss anschliessend vom Parlament ratifiziert werden. Danach folgt eine Referendumsfrist von 100 Tagen, falls der Bundesrat zustimmt, es einer Volksabstimmung zu unterziehen. Das Inkrafttreten wird nicht vor 2021 erfolgen.

Dieses neue Freihandelsabkommen sollte aus mehreren Gründen abgelehnt werden. Insgesamt lässt sich sagen, dass es das bereits bestehende Wirtschaftsmodell des ungleichen Handels noch verstärkt: Länder des Nordens exportieren vorwiegend Industrieerzeugnisse mit hoher Wertschöpfung, Länder des Südens dagegen landwirtschaftliche Rohstoffe. Dadurch wird einerseits die Schweizer Landwirtschaft unter Druck gesetzt und anderseits die industrielle Landwirtschaft in Lateinamerika gefördert. Eine Landwirtschaft, die sich mit Hilfe von Pestiziden und transgenem Saatgut über riesige Flächen ausbreitet, oft auf Kosten von Kleinbauern, die vertrieben werden. Regenwald wird gerodet um mehr Weiden für Viehzucht zu schaffen und den Fleischexport zu steigern.
Wie alle neueren Freihandelsabkommen umfasst das Abkommen mit dem Mercosur nicht nur die Aufhebung von Zollschranken, sondern auch die Beseitigung technischer Handelshemmnisse, die Verbesserung des Zugangs der Schweizer Anbieter zu den Dienstleistungsmärkten sowie die Stärkung der geistigen Eigentumsrechte, was für Arzneimittel, deren hohe Preise die Schweiz schützen will, besonders wichtig sind.

Andere Freihandelsabkommen zwischen der Schweiz und einigen asiatischen Ländern hatten bereits zu Kontroversen über ihre Auswirkungen auf Umwelt und Menschenrechte geführt. Dies gilt beispielsweise für das Abkommen mit China sowie für die Abkommen mit Malaysia und Indonesien. Die beiden letztgenannten Länder sind die weltweit größten Produzenten von Palmöl, das für die Zerstörung riesiger tropischer Wälder verantwortlich ist. Im Rahmen der EFTA wurde ebenfalls ein Abkommen mit den Philippinen geschlossen, weitere mit Vietnam und Thailand sind in Verhandlung. Der Bundesrat hat sich immer geweigert, Nachhaltigkeitsprüfungen dieser Handelsabkommen durchzuführen, mit der Begründung, dass die Methoden unzuverlässig seien.

Der Schweizer Regierung ist sich jedoch bewusst, dass Freihandelsabkommen heute von gewissen Kreisen stark kritisiert werden. So ist auf der Website des Staatssekretariats für Wirtschaft (seco) nachzulesen, dass das Abkommen mit dem Mercosur auch ein Kapitel mit allgemeinen und verbindlichen Bestimmungen zum Thema "Handel und nachhaltige Entwicklung" enthält. Man findet dort eine Reihe von Argumenten, die spezifische Kritikpunkte entkräften sollen. Die Regierung scheint in der Defensive zu sein, bereitet sich offensichtlich auf die parlamentarische Debatte vor und versucht, ein Referendum um jeden Preis zu vermeiden.

Der Abschluss von Freihandelsabkommen mit möglichst vielen Ländern ist eine explizite Wirtschaftspolitik der Schweiz. Die Exportindustrie und ebenfalls gewisse Dienstleistungen sollen noch stärker von diesen Märkten profitieren. Die Mercosur-Länder sind äußerst wichtige potenzielle Abnehmer. Welches Gewicht hat dabei die Tatsache, dass die Menschenrechte in Lateinamerika bedroht sind, dass der Amazonaswald weiter schrumpft und dass die Schweizer Landwirtschaft noch stärker unter Druck kommen wird? Welche Wirkungen haben einige Klauseln in einem Abkommen mit einem Land wie Brasilien, dessen Präsident sich nicht im Geringsten um Ökologie und Menschenrechte schert und der den weltweit größten Sojaproduzenten zum Landwirtschaftsminister ernannt hat?

Wir werden daher die kommenden parlamentarischen Debatten genau verfolgen müssen. Die Rechte wird dabei wahrscheinlich einseitig die Interessen der Schweizer Wirtschaft verteidigen. Die schönen Reden über Umwelt und Klimaschutz, die man bei den letzten Wahlen hören konnte, werden dann vergessen sein.

Christine Dellsperger

Le scandale Novartis

Novartis visait une position dominante sur le marché grec des médicaments ; elle y est parvenue en gonflant les prix et par une corruption à large échelle.

« Le Conseil fédéral a pris connaissance des reproches de corruption faits par la justice grecque à Novartis. [...] En septembre 2017, le SECO a publié une troisième version mise à jour de sa brochure destinée aux entreprises « Prévenir la corruption- Conseils aux entreprises suisses actives à l'étranger » et l'a distribuée à un grand nombre d'entreprises, y compris de PME. Sur la base des reproches faits à Novartis connus jusqu'à ce jour, on ne constate aucune violation de l'accord-cadre de libre-échange entre la Suisse et l'UE de 1972. [...] D'après l'article 322octies CP (code pénal), la corruption privée est poursuivie d'office depuis le 1er juillet 2016. Le Ministère public de la Confédération est une autorité de poursuite pénale indépendante du Conseil fédéral. En tant que telle, et en vertu du principe de la séparation des pouvoirs, elle décide conformément au Code de procédure pénal suisse si les critères pour l'ouverture d'une procédure pénale sont remplis (art. 309 CPP) »

Voilà ce que l'on pouvait lire le 18 avril 2018 dans la réponse du Conseil fédéral à l'interpellation déposée le 28 février 2018 par le conseiller national Carlo Sommaruga « Novartis. Corruption publique et privée en Grèce. Qu'entend faire le Conseil fédéral ? ». Dans le texte déposé, Carlo Sommaruga demandait au Conseil fédéral trois choses : d'intervenir auprès de Novartis, d'ouvrir une enquête pénale préliminaire en Suisse et d'agir pour éviter des cas similaires à l'avenir.

L'enquête

Le parquet anti-corruption grec a mené une enquête de 2006 à 2015 après des révélations de la police fédérale américaine (FBI) sur des cas de concurrence déloyale de Novartis en Grèce. Il faut savoir que la justice américaine a le droit d'enquêter sur toute société coté en bourse soupçonnée d'avoir faussé « la libre concurrence » par des agissements illégaux et de l'amender.

Sont accusés deux anciens Premiers ministres, huit anciens ministres dont un ministre des finances – qui aurait reçu un million d'euros – ainsi qu' un ministre de la Santé.
La somme totale versée à des responsables politiques serait de 50 millions d'euros environ, dont 40 millions reçus par trois d'entre eux pour des commandes de vaccins en 2008. En outre, plus de 4000 médecins, pharmaciens et fonctionnaires auraient été corrompus. Des poursuites ont été lancées contre l'ancien vice-président de Novartis Grèce.

La situation de la Grèce

Avec l'affaire Novartis, l'État grec aurait perdu quelques trois milliards d'euros dans une période où la Grèce perdait un quart de sa richesse nationale à cause des mesures d'austérité imposées par la Troïka (Commission européenne, BCE et FMI) : on pratiquait des coupes sombres dans les salaires et les prestations sociales, on augmentait les impôts et on mettait en vente certains biens de l'Etat.

Le professeur Nikos Maniadakis, payé par Novartis, était devenu le consultant de confiance de plusieurs ministres de la Santé. Son rôle était de mener des négociations avec la Troïka pour ce qui concernait le secteur de la Santé. Par ce biais, Novartis manipulait tout le secteur de la Santé. On peut donc affirmer aujourd'hui que les négociations avec la Troïka dans ce secteur n'ont pas été menées par l'État grec, mais bien par un homme de Novartis qui n'avait qu'un seul souci : défendre les intérêts de l'entreprise. Pendant que la Troïka interdisait à l'État grec de payer ses créditeurs, Novartis réussissait non seulement à se faire payer 140 millions, mais obtenait aussi l'introduction de nouveaux médicaments, souvent chers.

Les dépenses en médicaments de 2000 à 2015 ont été trois fois plus élevées que la moyenne européenne, alors même que les médicaments de base manquaient cruellement dans les hôpitaux ; avec cette somme, l'Éta aurait pu payer des salaires et des retraites pendant deux ans et maintenir l'investissement public dans les domaines de l'Enfance et de la Famille (cadtm.org)

En 2015, le système de santé grec était proche de l'effondrement. De nombreuses personnes ne pouvaient même plus se soigner, alors que Novartis était devenu le numéro un dans le secteur pharmaceutique. Ses médicaments étaient les plus chers d'Europe et l'entreprise doublait presque ses bénéfices…

Pavlos Polakis, ancien ministre de la Santé entre 2015 et 2019 a commenté ainsi l'affaire Novartis : « Il s'agit du plus gros scandale en Grèce après la dictature des colonels, d'après nos calculs Novartis à partir de 2005 a fait des surfacturations pour 6-7 milliards d'euros [...] ceci a contribué à la faillite du Pays »

Le droit de savoir

En novembre 2018, trois personnalités de Syriza, parti au pouvoir en Grèce depuis 2015 jusqu'à cette année, sont venus en visite dans notre pays (à Berne et à Bâle) et ont dénoncé les agissements de Novartis qui ont fait perdre des milliards d'euros à leur pays. Il s'agissait d'un député au Parlement, pharmacien de métier, d'un membre du comité central du parti et du Chef du cabinet du Ministère de la Santé qui ont déclaré sans détour : « La population de votre pays a le droit de savoir quelles sont les pratiques des multinationales helvétiques à l'extérieur. »

Voici des extraits de leur déclaration : « En 2016 trois anciens collaborateurs de Novartis, aujourd'hui sous protection aux Etats-Unis, ont lancé l'alerte et mis en cause des politiciens grecs [...] la commission d'enquête a terminé ses travaux en avril et décidé de retourner l'affaire à la justice [...]. Le scandale Novartis comprend deux aspects. Il y a d'un côté la question de la fixation des prix des médicaments et, de l'autre, les incitations faites aux médecins de prescrire en grand nombre les médicaments de la firme. Concernant les prix, la Grèce occupe une place importante au

niveau international. Les prix dans notre pays influencent la liste de référence pour les tarifs internationaux : plus ils sont élevés chez nous, plus les multinationales pharmaceutiques réalisent des profits. D'où la corruption des représentants politiques fixant les prix en Grèce. Côté médecins, Novartis les incitait à prescrire ses médicaments en offrant de l'argent, des voyages, des participations à des congrès. Ces pratiques existent depuis longtemps. » (L'Evénement, hebdomadaire du syndicat UNIA, décembre 2018). Le décor est planté.

La stratégie de Novartis

« La stratégie (le cas Novartis) » est le titre d'un excellent documentaire de Maria Roselli et Marco Tagliabue que la RSI a présenté au mois d'octobre 2019 dans la série Falò. On y découvre les trois « témoins protégés », ils apparaissent masqués, personnages-clef dans l'affaire Novartis. Les avocats d'un bureau renommé d'Athènes les préparent à témoigner devant les autorités américaines. Ces ex-dirigeants de la filiale grecque de Novartis, pris de remords, ont décidé de dénoncer les agissements de leur entreprise. (C'est une première mondiale ! Bravo les Tessinois !)

Les témoins racontent dans le détail comment de Bâle arrivaient les instructions concernant « le schéma de corruption ». Les managers venaient souvent de Suisse pour contrôler la mise en application des directives. Souvent l'argent aussi venait directement de Suisse. Il s'agissait d'éviter la mise en vente de médicaments concurrents (parfois moins chers), d'empêcher que l'État puisse les homologuer et empêcher que les assurances sociales les remboursent. Il fallait faire peur aux médecins pour qu'ils ne prescrivent pas d'autres médicaments en les persuadant que ceux-ci étaient dangereux pour les patients. Lucentis, par exemple, un médicament ophtalmologique de Novartis qui coûtait 1000 dollars a été donné dans les hôpitaux à des gens qui n'en avaient pas besoin alors que le concurrent Avastin de la firme Roche coûtait dans les 30-50 dollars.

Novartis avait mis sur pied 50 « programmes » de corruption chaque année. Voici un exemple de 2010 : le « programme Exactly ». Pour la promotion de trois médicaments contre l'hypertension a été versé 2,5 millions d'euros en huit mois à environ 1000 médecins qui recevaient une somme d'argent allant de 1000 à 6000 euros, en fonction du nombre de prescriptions qu'ils faisaient. Dans le même temps, grâce à un autre programme, un médecin pouvait recevoir une autre somme d'argent et arriver à encaisser jusqu'à 15'000 euros pour les trois médicaments. Pour une dépense de 2,5 millions Novartis encaissait environ 10 millions. Ces montants étaient connus de tous dans l'entreprise affirme un témoin protégé.

Stavros Ntogiakos était le personnage-clef qui gérait les flux d'argent qui convergeaient vers les différents « programmes » et « études cliniques ». Devenu homme de confiance, il a fait une très belle carrière chez Novartis qui l'a conduit jusqu'à Bâle et ensuite à New York. L'argent dépensé pour les pots-de-vin était dissimulé sous la rubrique « études cliniques ». Cet argent aurait été versé aux médecins pour leur participation à des études qui portaient sur les effets secondaires des médicaments de Novartis. Les médecins auraient rempli des questionnaires, alors que ces questionnaires étaient en réalité remplis par les représentants pharmaceutiques de Novartis !

« Ces études ne servaient donc pas pour la sécurité des malades ? On a donc mis en danger la vie des personnes dans le but d'augmenter les ventes ? » demande la journaliste tessinoise à un des témoins. La réponse est claire : « oui ».

L'enquête des autorités américaines a été close en été 2019. Le FBI a reçu des avocats grecs plus de 50'000 documents qui accablent Novartis. La balle est maintenant dans le camp de l'entreprise. Le choix qui s'offre à Novartis est celui-ci : affronter un procès ou négocier un accord

Novartis enchaîne les affaires…

Le groupe a déjà été condamné dans des affaires similaires de corruption aux États-Unis ; en 2014 dans le collimateur de la justice pour avoir corrompu plusieurs chaînes de pharmacies en les incitant à recommander aux patients ses médicaments plutôt que d'autres, ensuite en Turquie et en Corée du Sud ; où on lui reproche des rabais illégaux auprès des médecins et également en Chine, avant l'épisode américain.

Les racines du problème

La question ne concerne pas que Novartis, mais toutes les compagnies pharmaceutiques.Par exemple, GlaxoSmithKlein (GSK) a dû payer en 2012 une amende de trois milliards dollars pour « promotion illégale de médicaments soumis à ordonnance et omission de données de sécurité .» (blogs.mediapart). Ces compagnies sont cotées en bourse et engrangent des bénéfices énormes. N'oublions pas que le secteur pharmaceutique est le deuxième plus rentable dans le monde, après l'industrie de guerre. Leur production obéit aux lois du profit alors qu'elle devrait être au service du bien commun.

Le scandale Novartis révèle aussi, encore une fois, comment une multinationale parvient à influencer les décisions politiques d'un gouvernement démocratiquement élu.

La position du Conseil fédéral

Le Conseil fédéral dans sa réponse à Carlo Sommaruga manie la langue de bois et pour justifier son immobilisme met en avant « la séparation des pouvoirs ». Il laisse au Ministère public la latitude d'ouvrir une enquête ou pas. Et il n'entend pas bousculer le Ministère public ni n'envisage de prendre des mesures pour éviter d'autres scandales…

Cette réponse appelle une réflexion de ma part que j'empreinte volontiers à Alain Badiou. Le philosophe français nous dit que « le capitalisme provoque l'affaiblissement des États » et que déjà au milieu du 19ème siècle un certain Marx affirmait : « les gouvernements sont les fondés de pouvoir du capital. »

Tina Leoni Joye

Der Novartis-Skandal

Novartis strebte eine marktbeherrschende Stellung auf dem griechischen Arzneimittelmarkt an; dies gelang ihr durch Preiserhöhungen und weit verbreitete Korruption.

"Der Bundesrat hat von den Korruptionsvorwürfen der griechischen Justiz gegenüber Novartis Kenntnis genommen(...) Im September 2017 hat das Seco die dritte, überarbeitete Auflage der Broschüre für Unternehmen «Korruption vermeiden – Hinweise für im Ausland tätige Unternehmen» veröffentlicht und an zahlreiche Unternehmen, auch KMU, verteilt. Auf Grundlage der bisher bekannten Vorwürfe gegen Novartis kann keine Verletzung des Freihandelsabkommens zwischen der Schweiz und der EU von 1972 festgestellt werden(...) Gemäss Artikel 322octies des Strafgesetzbuches handelt es sich bei der Bestechung Privater seit dem 1. Juli 2016 um ein Offizialdelikt. Die Bundesanwaltschaft handelt als vom Bundesrat unabhängige Strafverfolgungsbehörde. In dieser Funktion und gemäss dem Grundsatz der Gewaltentrennung entscheidet sie im Einklang mit der Schweizer Strafprozessordnung (StPO), ob die Kriterien für die Eröffnung einer Strafuntersuchung erfüllt sind (Art. 309 StPO)."

Diese Antwort gab der Bundesrat am 18.04.2018 auf die am 28.02.2018 von Nationalrat Carlo Sommaruga eingereichte Interpellation "Novartis. Öffentliche und private Bestechung in Griechenland. Was gedenkt der Bundesrat zu unternehmen?». Im vorgelegten Text hatte Carlo Sommaruga vom Bundesrat drei Massnahmen verlangt: bei Novartis zu intervenieren, eine Voruntersuchung in der Schweiz zu eröffnen und Massnahmen zur Wiederholung ähnlicher Fälle zu ergreifen.

Die Untersuchung

Die griechische Anti-Korruptionsstaatsanwaltschaft führte von 2006 bis 2015 eine Untersuchung durch, nachdem die US-Bundespolizei (FBI) Fälle von unlauterem Wettbewerb von Novartis in Griechenland offengelegt hatte. Die amerikanische Justiz hat nämlich das Recht, gegen jedes börsennotierte Unternehmen zu ermitteln, das im Verdacht steht, den "freien Wettbewerb" durch illegales Gebaren zu verfälschen, und eine Geldbusse zu verhängen.

Angeklagt sind zwei ehemalige Premierminister, acht ehemalige Minister, darunter ein Finanzminister, der angeblich 1 Mio. Euro erhalten hat, und ein Gesundheitsminister. Insgesamt rund 50 Mio. € seien politischen Entscheidungsträgern gezahlt worden, wobei drei von ihnen 40 Mio. € für Impfstoffbestellungen im Jahre 2008 erhielten. Darüber hinaus seien mehr als 4000 Ärzte, Apotheker und Beamte bestochen worden. Gegen den ehemaligen Vizepräsidenten von Novartis Griechenland wurde ein Strafverfahren eingeleitet.

Die Situation in Griechenland

Der griechische Staat soll durch den Fall Novartis rund 3 Milliarden € verloren haben, während Griechenland ein Viertel seines Nationalvermögens durch von der Troika (Europäische Kommission, EZB und IWF) aufgezwungene Sparmassnahmen verlor: drastische Kürzungen bei Löhnen und Sozialleistungen, Steuererhöhungen und Verkauf bestimmter staatlicher Vermögenswerte. Professor Nikos Maniadakis, von Novartis bezahlt, war zum vertrauenswürdigen Berater mehrerer Gesundheitsminister geworden. Er hatte die Aufgabe, Verhandlungen mit der Troika über den Gesundheitssektor zu führen. Eigentlich manipulierte Novartis durch ihn den gesamten Gesundheitssektor. Daher kann man heute sagen, in diesem Bereich seien die Verhandlungen mit der Troika nicht vom griechischen Staat geführt wurden, sondern von einem Novartis-Mann, dessen einziges Anliegen es war, die Interessen des Unternehmens zu verteidigen. Während die Troika dem griechischen Staat die Zahlung seiner Gläubiger verbot, gelang es Novartis nicht nur, sich 140 Mio. $ auszahlen zu lassen, sondern auch die Einführung neuer, oft teurer Medikamente zu erreichen.

Die Arzneimittelausgaben lagen von 2000 bis 2015 dreimal so hoch wie im europäischen Durchschnitt während es in den Spitälern an Grundmedikamenten mangelte. Mit dieser Summe hätte man zwei Jahre lang die Gehälter und Renten zahlen und öffentliche Investitionen in den Bereichen Kinderfürsorge und Familie beibehalten können (cadtm.org).

Im Jahr 2015 stand das griechische Gesundheitssystem kurz vor dem Zusammenbruch. Während viele Kranke nicht mehr behandelt werden konnten, wurde Novartis Nummer eins im Pharmasektor, ihre Medikamente waren die teuersten Europas und ihr Gewinn verdoppelte sich beinahe. Pavlos Polakis, Vize-Gesundheitsminister zwischen 2015 und 2019, kommentierte die Novartis-Affäre wie folgt: "Dies ist der grösste Skandal in Griechenland seit der Diktatur der Obristen. Nach unseren Berechnungen hat Novartis ihre Preise von 2005 an um 6 bis 7 Milliarden € überhöht, (...) was zum Konkurs des Landes beigetragen hat."

Das Recht auf Information

Im November 2018 besuchten drei politische Persönlichkeiten von Syriza, der von 2015 bis dieses Jahr in Griechenland regierenden Partei, unser Land. In Bern und in Basel prangerten sie die Machenschaften von Novartis an, die ihr Land Milliarden von Euro gekostet hatten. Es waren dies ein Apotheker und Parlamentsabgeordneter, ein Mitglied des Zentralvorstands der Partei und ein Gesundheitsminister, welcher unumwunden erklärte: "Die Leute in Ihrem Land haben ein Recht darauf zu wissen, was Schweizer Konzerne im Ausland tun."

Hier einige Auszüge ihrer Erklärung: "Im Jahre 2016 beschuldigten drei ehemalige Novartis-Mitarbeiter, die heute in den USA unter Schutz stehen, mit ihren Enthüllungen griechische Politiker(...) Die Untersuchungskommission beendete ihre Arbeit im April und beschloss, den Fall vor Gericht zu bringen(...) Der Novartis-Skandal hat zwei Aspekte. Auf der einen Seite steht die Festlegung der Medikamentenpreise und auf der anderen Seite die Anstiftung von Ärzten, eine

grosse Anzahl von Medikamenten des Unternehmens zu verschreiben. Was die Preise betrifft, so nimmt Griechenland auf internationaler Ebene einen wichtigen Platz ein. Die Preise in unserem Land beeinflussen die Referenzliste der internationalen Preise: Je höher sie in unserem Land sind, desto mehr Gewinne werden von multinationalen Pharmaunternehmen erzielt. Daher die Bestechung der politischen Vertreter, welchen die Festlegung der Preise in Griechenland obliegt. Auf der andern Seite ermutigte Novartis die Ärzte, ihre Medikamente zu verschreiben, indem sie Geld, Reisen und die Teilnahme an Konferenzen anbot. Diese Praktiken gibt es schon seit langem. (L'Evénement, Wochenmagazin der Gewerkschaft UNIA, Dezember 2018). Die Bühne ist bereit.

Die Strategie der Novartis

"Die Strategie (der Fall Novartis)" ist der Titel eines ausgezeichneten Dokumentarfilms von Maria Roselli und Marco Tagliabue, den das Tessiner Fernsehen im Oktober 2019 in der Falò-Serie ausstrahlte. Wir entdecken die drei "geschützten Zeugen" (sie erscheinen maskiert), die Schlüsselpersonen im Fall Novartis. Anwälte einer angesehenen Kanzlei in Athen bereiten sie darauf vor, vor den amerikanischen Behörden auszusagen. Diese ehemaligen Führungskräfte der griechischen Filiale von Novartis beschlossen aus Reue, die Handlungen ihres Unternehmens anzuprangern.(Dies ist eine Weltpremiere! Herzlichen Glückwunsch den Tessinern!)

Die Zeugen erzählen ausführlich, wie die Anweisungen zum "Korruptionssystem" aus Basel kamen. Oft kamen Manager aus der Schweiz, um die Anwendung der Richtlinien zu überwachen. Auch das Geld kam oft direkt aus der Schweiz. Ziel war es, den Verkauf konkurrierender (manchmal billigerer) Medikamente zu vermeiden, den Staat daran zu hindern, solche zu genehmigen und die Sozialversicherung, sie zu vergüten. Damit die Ärzte Angst bekamen, andere Medikamente zu verschreiben, überzeugte man sie, sie seien für die Patienten gefährlich. Das Augenheilmittel Lucentis von Novartis zum Beispiel, das 1.000 $ kostete, wurde in Spitälern sogar an Menschen verabreicht, die es nicht benötigten, während Avastin, der Konkurrent von Roche, etwa 30 bis 50 $ kostete.

Novartis stellet jedes Jahr 50 Korruptions-"Programme" auf. Hier ein Beispiel aus dem Jahr 2010, das "Exactly"-Programm: Für die Verkaufsförderung von 3 Medikamenten gegen Bluthochdruck wurden in 8 Monaten 2,5 Mio. € an etwa 1000 Ärzte gezahlt, die je nach Anzahl Rezepte eine Geldsumme von 1000 bis 6000 € erhielten. Gleichzeitig konnte der Arzt aber dank eines anderen Programms noch mehr Geld erhalten und bis zu 15'000 € für die drei Medikamente einnehmen. Für einen Aufwand von 2,5 Mio. $ erhielt Novartis rund 10 Mio. $. Laut einem "geschützten Zeugen" seien diese Beträge im Betrieb jedem bekannt gewesen.

Stavros Ntogiakos war die Schlüsselperson, die die Geldströme lenkte, welche in den verschiedenen "Programmen" und "klinischen Studien" zusammenflossen. Als Vertrauensmann von Novartis machte er eine sehr schöne Karriere, die ihn nach Basel und dann nach New York führte. Das für Bestechungen ausgegebene Geld wurde in der Rubrik "Klinische Studien" versteckt. Dieses Geld sei den Ärzten für ihre Teilnahme an Studien über die Nebenwirkungen der Novartis-Medikamenten ausgezahlt worden. Ärzte hätten Fragebögen ausgefüllt, aber diese Fragebögen wurden in Wirklichkeit von Pharmavertretern der Novartis ausgefüllt! "Also wurden diese Studien nicht zur Patientensicherheit verwendet? Man setzte also Menschenleben aufs Spiel, um den Umsatz zu steigern?" fragt der Tessiner Journalist einen der Zeugen und bekommt die klare Antwort: "Ja".

Die Untersuchung der US-Behörden wurde im Sommer 2019 abgeschlossen. Das FBI hat mehr als 50.000 Dokumente von griechischen Anwälten erhalten, die Novartis belasten. Der Ball liegt nun auf der Seite des Unternehmens. Novartis steht vor der Wahl, sich einem Prozess zu stellen oder eine Vereinbarung auszuhandeln.

Ein Korruptionsfall nach dem andern

Der Konzern wurde bereits in ähnlichen Korruptionsfällen verurteilt. In den Vereinigten Staaten geriet er 2014 ins Visier der Justiz wegen Bestechung mehrerer Apothekenketten, die angestiftet wurden, den Kunden ihre Medikamente eher als andere zu empfehlen, dann in der Türkei und Südkorea, wo man ihm illegale Rabatte für Ärzte vorwirft, und vor dem amerikanischen Vorfall auch in China.

Die Ursachen des Problems

Die Problematik betrifft nicht nur Novartis, sondern alle Pharmaunternehmen. So wurde GlaxoSmithKlein (GSK) im Jahr 2012 mit einer Geldstrafe von 3 Milliarden $ belegt für illegale Werbung für rezeptpflichtige Medikamente und Unterlassung von Sicherheitsangaben (blogs.mediapart). Diese Unternehmen sind börsennotiert und erzielen enorme Gewinne. Dabei ist nicht zu vergessen, dass der Pharmasektor nach der Kriegs industrie der zweitprofitabelste der Welt ist. Seine Produktion gehorcht den Gesetzen des Profits, obwohl sie doch im Dienste des Gemeinwohls stehen sollte.

Der Novartis-Skandal zeigt auch wieder einmal, wie ein multinationaler Konzern die politischen Entscheidungen einer demokratisch gewählten Regierung beeinflussen kann.

Die Position des Bundesrates

In seiner hölzernen Antwort an Carlo Sommaruga beruft sich der Bundesrat zur Rechtfertigung seiner Untätigkeit auf die "Gewaltentrennung". Er lässt die Bundesanwaltschaft ermessen, ob sie eine Untersuchung einleiten will oder nicht. Und er hat nicht die Absicht, die Bundesanwaltschaft zu bedrängen und zieht nicht in Betracht, Massnahmen zur Vermeidung weiterer Skandale zu ergreifen...

Diese Antwort ruft bei mir Überlegungen wach, die ich gerne Alain Badiou entleihe. Der französische Philosoph sagt uns, der Kapitalismus bewirke "die Schwächung der Staaten" und ein gewisser Marx habe bereits in der Mitte des 19. Jahrhunderts gesagt, Regierungen seien die "Prokuristen des Kapitals".

Tina Leoni Joye

La "Crise permanente" par Marc Chesney, la micro-taxe et deux initiatives

Marc Chesney, professeur de finance quantitative à l'Université de Zurich, est réfractaire à la pensée dominante en économie. Sa description dans « La crise permanente. L'oligarchie financière et l'échec de la démocratie» (Presses polytechniques et universitaires, Lausanne 2018, 157 p.) est informative pour qui partage les préoccupations d'Attac en faveur de justice fiscale et sociale.

Nous ne résumons ici qu'une partie de ce livre très intéressant :

Les membres d'une oligarchie financière circulent comme à travers une porte tournante entre la direction de fonds spéculatifs, de multinationales et de grandes banques et l'administration publique. Leurs lobbies persuadent les gouvernements que lorsque les grandes banques se sont mises en danger de faillite, c'est au contribuable de les sauver par l'austérité, quelles que soient les conséquences en termes de chômage et pauvreté. C'est qu'elles seraient « too big to fail », trop grandes pour faire faillite, leurs difficultés risquant d'entraîner dans la débâcle toute l'économie du pays.

Le Crédit Suisse est une banque qui pourrait bien se révéler un jour « too big to fail ». Alors que son bilan correspondait en 2016 à déjà 124 % du PIB suisse, Marc Chesney estime ses activités hors bilan à « 28'600 milliards de francs suisses, soit 35 fois le total de son bilan et 683 fois le montant de ses capitaux propres (...) Ou encore 43 fois le PIB suisse (...) ».

Les activités hors bilan des grandes banques relèvent pour l'essentiel de la finance casino avec ses propres règles du jeu : Des ordinateurs très puissants effectuent de multiples transactions en l'espace de millionièmes de secondes pour manipuler les cours ; c'est le trading à haute fréquence. Comme au casino, on parie. On peut parier au moyen de produits dérivés comme les Credit default swaps (CDS) servant à s'assurer contre le risque de défaut de paiement d'un débiteur. Or, cette espèce d'assurance a la particularité qu'il n'est pas nécessaire de posséder le bien assuré et que la banque peut faire du contrat un titre négociable. Elle peut acheter de multiples CDS concernant une entreprise avec laquelle elle n'a peut-être même pas de relation, miser sur sa faillite et encaisser éventuellement une grosse somme. Des assurances-vie sont également titrisées ; on mise alors sur la mort du titulaire.

D'autres paris se font à l'aide d'assemblages complexes de plusieurs produits dérivés appelés produits structurés. Si l'ensemble de ces produits se tient bien, l'investisseur gagne un intérêt élevé, mais il perd dans le cas où l'un d'eux flanche. Des clients de la banque Raiffeisen l'ont appris à leur dépens quand, juste avant que leur contrat arrive à terme, l'action de l'assurance Zurich est descendue au-dessous du seuil.

Le regard de Marc Chesney porte plus loin que la finance casino. Il déplore que ce soit l'École économique de Chicago qui influence depuis Thatcher et Reagan la plupart des gouvernements. Les théories de cette école, qui prône « une dérégulation débridée des marchés supposée induire un système économique efficace et une hiérarchie naturelle de gagnants et de perdants », dominent l'enseignement universitaire. On évite d'éveiller l'esprit critique des étudiant.e.s en économie qu'on forme surtout « pour appliquer le credo financier en vigueur, et en dernière instance, celui de la finance casino au détriment des valeurs portées par la société, l'économie, ou des intérêts de l'entreprise dans laquelle ils évolueront. »

Dans une situation « qui menace de déraper et d'échapper à tout contrôle » Marc Chesney propose une série de remèdes de bon sens mais guère appliquée et expose le principe d'une micro-taxe.



DEUX INITIATIVES FEDERALES

Une initiative «ni de gauche ni de droite» : le micro-impôt[1]

Il s'agit de la micro-taxe présentée dans le livre de Marc Chesney. Il note que l'idée de tels prélèvements fiscaux a été introduite dans les années 70 par René Montgranier comme « l'œuf de Colomb » et reprise en Suisse par Bernard Dupont et Felix Bolliger. Felix Bolliger (gestionnaire de fortune) a suscité l'enthousiasme de Marc Chesney, puis les deux se sont adjoint Oswald Sigg (ancien porte-parole du Conseil fédéral, PS) ainsi que sept chefs d'entreprise, informaticiens, avocats et journalistes, dont certains membres du PDC, pour proposer l'initiative populaire fédérale « Micro-impôt sur le trafic des paiements sans espèces ».

L'initiative prévoit pour la constitution fédérale un nouvel art.128 :
« 1) La Confédération perçoit un micro-impôt à taux unique sur chaque débit et chaque crédit du trafic des paiements sans espèces. Elle vise ainsi la simplicité de l'imposition et la transparence des flux financiers. Le taux maximal du micro-impôt est de 5 pour mille. 2) Le micro-impôt remplace la taxe sur la valeur ajoutée, l'impôt fédéral direct et le droit de timbre. 3) Le produit du micro-impôt est utilisé pour financer les tâches de la Confédération et pour compenser les cantons(...) ».

Selon les estimations des initiants, le taux nécessaire devrait se situer entre 1 et 3 ‰ par transaction. La perception automatique du micro-impôt, effectuée par les banques elles-mêmes (!), se veut une mesure purement technique introduite dans la finance casino. Il est vrai que la micro-taxe n'ambitionne pas de changer le système socio-économique, mais entend seulement apprivoiser le monstre que ce système produit. Marc Chesney affirme également que l'initiative n'est « ni de gauche ni de droite ».

La suppression de la TVA nous semble une mesure progressiste ; c'est en effet un impôt indirect, non-progressif et socialement injuste, qui grève surtout le consommateur. Mais ne peut-on pas reprocher la même-chose à la micro-taxe ? Marc Chesney jure que non, bien que ce soit aussi un impôt indirect : les 1-3 ‰, prélevés chaque fois que le consommateur paie avec une carte de crédit ou par la banque, constitueraient un montant minime par rapport aux dizaines de milliards qui proviendraient des transactions banquières et boursières.

Or même en admettant que cette estimation soit juste, nous ne pouvons accepter de remplacer ainsi l'impôt fédéral direct, car cette opération reviendrait à abolir en Suisse le seul impôt direct, progressif et à l'abri de la concurrence fiscale entre les cantons.

À la TV locale « Léman bleu », on a pu voir qu'à droite la micro-taxe jouit d'un accueil qui va de l'enthousiasme au PDC, où on la juge totalement « juste », à l'indulgence mitigée au PLR, dont le président genevois a, tout séduit qu'il se dit, des « frissons d'effroi » en pensant que les rentrées fiscales de la micro-taxe permettraient de financer « encore plus » de prestations de l'État[2].



Une initiative de gauche : « L'Initiative 99 % » des Jeunesses Socialistes

Marc Chesney dit qu'il est « contre-productif » d'imposer le travail. Sûrement, mais est-ce une raison de renoncer à tout impôt directe et progressif sur le revenu ? Quant aux Jeunesses Socialistes, elles refusent que le travail de 99 % de la population serve à enrichir le 1 % qui n'a pas besoin de travailler pour vivre vu que « leur argent travaille pour eux ». Elles trouvent inacceptable que les 300 personnes les plus riches de Suisse gagnent 60 milliards de francs par an quand un million de personnes sont menacées par la pauvreté. Leur initiative populaire a abouti et nous demandera de faire inscrire dans la Constitution fédérale cet art. 127a :

1) Les parts du revenu du capital supérieures à un montant défini par la loi sont imposables à hauteur de 150 %. 2) Les recettes supplémentaires qui découlent de l'imposition à hauteur de 150 % au lieu de 100 % des parts du revenu du capital au sens de l'al. 1 sont affectées à une réduction de l'imposition des personnes disposant de petits ou moyens revenus du travail ou à des paiements de transfert en faveur de la prospérité sociale.

C'est juste une réforme redistributive visant à atténuer les inégalités de revenu. Il n'y est pas question de supprimer l'impôt direct : les Jeunesses Socialistes veulent au contraire en accentuer la progressivité. En précisant l'utilisation des recettes supplémentaires en faveur des revenus du travail et pour la prospérité sociale, « l'Initiative 99 % » s'oppose à une politique fiscale consistant à affamer les services publics et les privatiser. Elle doit recevoir notre soutien.

Urs Spillmann

1. Voir aussi « Initiative Microtaxe. Taxer : oui, mais comment ? » par Nemo Krüger dans « Angles d'Attactuell » de mars 2019.
2. Émission «Genève à chaud» du 1.10.2019



«Die permanente Krise» von Marc Chesney, die Mikrosteuer und 2 Initiativen

Marc Chesney, Professor für Quantitative Finance an der Universität Zürich, widerstrebt dem in der Wirtschaft v0rherrschenden Denken. Seine Ausführungen in «Die permanente Krise» (Versus Verlag, Zürich 2019) sind aufschlussreich für jemanden, der das Anliegen von Attac für steuerliche und soziale Gerechtigkeit teilt.

Wir fassen hier nur einen Teil dieses lesenswerten Buchs zusammen:

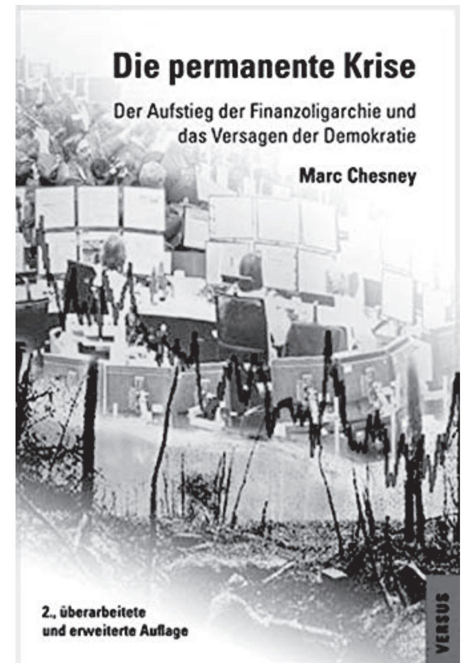
Die Mitglieder einer Finanzoligarchie zirkulieren wie durch eine Drehtür zwischen dem Management von Hedgefonds, multinationalen Unternehmen und Grossbanken und der öffentlichen Verwaltung. Ihre Lobbys überzeugen die Regierungen, es sei Sache des Steuerzahlers, in Konkursgefahr geratene Grossbanken durch Sparmassnahmen zu retten ungeachtet der Folgen hinsichtlich Arbeitslosigkeit und Armut. Denn da sie «too big to fail », zu gross zum Scheitern seien, drohen ihre Schwierigkeiten, die gesamte Wirtschaft des Landes in den Abgrund zu führen.
Die Credit Suisse ist eine Bank, die sich eines Tages als «too big to fail» erweisen kann. Während ihre Bilanz 2016 bereits 124% des Schweizer BIPs ausmachte, schätzt Marc Chesney ihre ausserbilanziellen Aktivitäten auf «28 600 Milliarden Franken, d.h. das 35-fache der Bilanzsumme und das 683-fache des Eigenkapitals (....) oder das 43-fache des Schweizer BIPs (...)».

Die ausserbilanziellen Aktivitäten der Grossbanken laufen hauptsächlich nach den Spielregeln des Finanzkasinos ab: Äusserst leistungsfähige Computer führen zahlreiche Transaktionen in Millionstel Sekunden durch, um die Kurse zu manipulieren; dies ist der Hochfrequenzhandel. Im Casino wird gewettet. Man kann Wetten abschliessen mittels Derivaten wie den Credit Default Swaps (CDS), einer Versicherung gegen das Risiko des Zahlungsausfalls eines Schuldners. Diese Art Versicherung hat jedoch die Besonderheit, dass es nicht notwendig ist, das versicherte Objekt zu besitzen und dass die Bank den Vertrag zu einem handelbaren Wertpapier verbriefen kann. Sie kann mehrere CDS kaufen, welche ein Unternehmen betreffen, mit dem sie nicht einmal eine Beziehung hat, auf dessen Bankrott setzen und gegebenenfalls eine grosse Wettsumme einstreichen. Lebensversicherungspolicen werden ebenfalls verbrieft; man setzt dabei auf den Tod des Versicherungsnehmers.

Andere Wetten werden mit komplexen Kombinationen mehrerer Derivate, den sogenannten strukturierten Produkten, abgeschlossen. Wenn alle diese Produkte gut abschneiden, erzielt der Anleger hohe Zinsen, verliert aber, wenn eines davon scheitert. Raiffeisenkunden machten diese Erfahrung auf eigene Kosten, als kurz vor Ablauf ihres Vertrags die Aktie der Versicherung «Zürich» unter den Schwellenwert fiel.

Marc Chesneys Blick umfasst mehr als das Finanzkasino. Er bedauert, dass seit Thatcher und Reagan die Chicagoer Schule die meisten Regierungen beeinflusst. Die Theorien dieser Schule, welche eine zügellose Deregulierung der Märkte empfiehlt, «die ein effizientes Wirtschaftssystem und eine natürliche Hierarchie von Gewinnern und Verlierern hervorbringen soll», dominieren die Hochschulbildung. Man vermeidet es, den kritischen Geist der Wirtschaftsstudenten zu wecken, und bildet sie vor allem dazu aus, «das geltende finanzielle Credo, letztlich das Credo des Finanzkasinos anzuwenden, zum Nachteil der von der Gesellschaft und der Wirtschaft vertretenen Werte oder der Interessen des Unternehmens, in dem sie tätig sein werden».

In einer Sachlage, «die jeder Kontrolle zu entgleiten droht», schlägt Marc Chesney eine Reihe von vernünftigen, aber kaum angewandten Mitteln vor und legt das Prinzip einer Mikrosteuer dar.



Zwei eidgenössische Volksinitiativen

«Weder links noch rechts»: die Mikrosteuer-Initiative

Es geht hier um die in Marc Chesneys Buch vorgestellte Mikrosteuer. Er stellt fest, dass die Idee solcher Steuereinnahmen in den 1970er Jahren von René Montgranier als «das Ei des Kolumbus» eingeführt und in der Schweiz von Bernard Dupont und Felix Bolliger aufgegriffen wurde. Felix Bolliger (Vermögensverwalter) weckte die Begeisterung von Marc Chesney, dann schlossen sich die beiden mit Oswald Sigg (ehemaliger Sprecher des Bundesrates, SP) und sieben Unternehmensleitern, Informatikern, Juristen und Journalisten, darunter Mitglieder der CVP, zusammen, um die Bundesinitiative «Mikrosteuer auf dem bargeldlosen Zahlungsverkehr» vorzuschlagen. Die Initiative sieht in der Bundesverfassung einen neuen Art. 128 vor:

«1. Der Bund erhebt auf jeder Belastung und jeder Gutschrift des bargeldlosen Zahlungsverkehrs eine Mikrosteuer mit einem einheitlichen Steuersatz. Er bezweckt damit eine einfache Besteuerung und transparente Finanzströme. Der maximale Steuersatz der Mikrosteuer beträgt 5 Promille. 2. Die Mikrosteuer ersetzt die Meh-rwertsteuer, die direkte Bundessteuer und die Stempelsteuer. 3. Der Ertrag der Mikrosteuer wird für die Finanzierung der Aufgaben des Bundes und für die Kompensation der Kantone verwendet(...)»

Nach Einschätzung der Initiatoren sollte der erforderliche Zinssatz zwischen 1 und 3 ‰ pro Transaktion liegen. Die automatische, von den Banken selbst (!) durchgeführte Einziehung der Mikrosteuer versteht sich als eine rein technische Massnahme im Finanzkasino. Ziel der Mikrosteuer ist eben nicht, das sozioökonomische System zu verändern, sondern nur das von ihm produzierte Monster zu zähmen. So sagt denn Marc Chesney, die Initiative sei «weder links noch rechts».

Die Abschaffung der Mehrwertsteuer erscheint uns als ein progressiver Schritt, denn sie betrifft eine indirekte, nicht progressive und sozial ungerechte Steuer, die vor allem den Verbraucher belastet. Aber können wir nicht das Gleiche der Mikrosteuer vorwerfen? Marc Chesney beteuert das Gegenteil, obwohl es sich auch um eine indirekte Steuer handelt: die 1-3 ‰, die jedes Mal erhoben wird, wenn der Verbraucher mit einer Kreditkarte oder durch die Bank bezahlt, seien ein kleiner Betrag im Vergleich zu den Dutzenden von Milliarden, die aus Bank- und Börsentransaktionen kommen würden. Jedoch auch angenommen diese Schätzung sei richtig, so können wir es nicht zulassen, die direkte Bundessteuer auf diese Weise zu ersetzen, denn das bedeutete in der Schweiz die Abschaffung der einzigen direkten, progressiven und vor dem Steuerwettbewerb der Kantone gesch-ützten Steuer.

Im Lokalfernsehen «Léman bleu» konnten wir hören, wie die Mikrosteuer rechts mit Äusserungen empfangen wird, die von der Begeisterung in der CVP, wo sie als völlig «gerecht» betrachtet wird, bis hin zur milden Nachsicht in der FDP reichen. So «verlockend» die Idee dem Präsidenten der Genfer FDP auch erscheint, er bekommt doch «Schreckensschauder» beim Gedanken daran, die Mehreinnahmen könnten es dem Staat ermöglichen, für «noch mehr» Leistungen aufzukommen.



Eine linke Initiative: "Die 99%-Initiative" der Juso

Marc Chesney sagt, es sei «kontraproduktiv», die Arbeit zu besteuern. Sicher, aber ist das ein Grund, auf eine direkte und progressive Einkommens-Steuer zu verzichten? Die Juso lehnt es jedenfalls ab, dass die Arbeit von 99% der Bevölkerung dazu dient, die 1% zu bereichern, die nicht selbst für ihr Einkommen arbeiten müssen, sondern «ihr Geld für sich arbeiten» lassen. Sie finden es unannehmbar, dass die 300 Reichsten in der Schweiz jährlich 60 Milliarden Franken verdienen, während einer Million Menschen die Armut droht. Ihre Initiative ist zustande gekommen und verlangt, folgenden Art. 127a in die Bundesverfassung aufzunehmen:

«1. Kapitaleinkommensteile über einem durch das Gesetz festgelegten Betrag sind im Umfang von 150 Prozent steuerbar. 2. Der Mehrertrag, der sich aus der Besteuerung der Kapital-einkommensteile nach Absatz 1 im Umfang von 150 Prozent statt 100 Prozent ergibt, ist für die Ermässigung der Besteuerung von Personen mit tiefen oder mittleren Arbeitseinkommen oder für Transferzahlungen zugunsten der sozialen Wohlfahrt einzusetzen(...)».

Es handelt sich hier lediglich um eine Umverteilungsreform, die darauf abzielt, Einkommensungleichheiten wenigstens ein bisschen zu mässigen. Die direkte Steuer abzuschaffen kommt nicht in Frage: die Juso will vielmehr deren Progressivität steigern. Indem sie ausdrücklich daran festhält, die Mehreinnahmen zugunsten des Arbeitseinkommens und des sozialen Wohlstands zu verwenden, widersetzt sich die «99%-Initiative» einer Steuerpolitik des Aushungerns der öffentlichen Dienste und deren Privatisierung. Sie muss unsere Unterstützung erhalten.

Urs Spillmann



L'eau, un bien public pour la DDC ?*

Les relations de la Direction du développement et de la coopération (DDC) avec les grandes multinationales de l'eau redorent le blason de celles-ci tout en poursuivant des stratégies d'accaparement privé de l'eau sous la forme de partenariats publics-privés.

Nestlé, Coca-Cola, Pepsi-Cola ainsi que tous les inconditionnels de la libéralisation veulent faire de l'eau une marchandise comme une autre et développent des stratégies pour s'en emparer depuis les sources jusqu'à sa distribution aux ménages. Et leur nouvelle stratégie, ce sont les investissements dans des partenariats publics-privés.

On peut croire que la Suisse est protégée, au vu de la bonne qualité de ces services en mains publiques. Or il n'en est rien : la tentative à Zürich de remettre en mains privées l'approvisionnement en eau le montre. La gestion publique de ce secteur aiguise ici aussi bien des appétits. Heureusement, la population zurichoise a dit non !

La DDC, organe de politique étrangère de la Suisse, affirme sur son site Internet que « les investissements privés ont un impact déterminant sur le développement des pays moins avancés ou émergents. En s'alliant stratégiquement avec des partenaires privés, la DDC accède à des compétences et des ressources à même d'augmenter son effet sur le développement ». Concernant l'accès à l'eau, qui sont donc ces partenaires ?

La DDC est présente dans des forums divers, en particulier le Swiss Water Partnership (SWP), dont le secrétariat est tenu par Helvetas. Cette association regroupe de nombreux acteurs de l'eau en Suisse. Des entreprises actives dans tous les domaines de l'eau, des ONG telles qu'Alliance Sud, (Caritas, EPER, Helvetas, Swissaid), le département de l'agriculture, le SECO, la DDC, des universités et ... des multinationales, en particulier Nestlé. Le rôle de SWP est de : « favoriser le développement de l'accès à l'eau dans toutes les parties du monde et la collaboration entre les acteurs privés, publics et la société civile». Ainsi, la DDC promeut le développement de partenariats publics-privés dans le secteur de l'eau, sans nous dire exactement ce qu'elle entend par partenariats publics-privés. Une collaboration avec des start-ups ou des PME aptes à apporter des solutions technologiques nouvelles ? Mettre en main privées la distribution de l'eau ou son assainissement ? Ouvrir tout grand les ressources en eau aux investisseurs pour la mettre en bouteille et ainsi apporter une « eau saine » aux populations ? Ou les trois ?
Le fait que de grandes ONG siègent également dans ce cénacle nous interroge. Sont-elles aussi partisanes de ces partenariats publics-privés ? Le fait de côtoyer Nestlé par exemple leur laisse-t-il la liberté de dénoncer ses méfaits à Vittel ou au Brésil ?

En cherchant plus loin, la DDC est aussi membre du Water Resource Group, crée par Nestlé, dont le site est sur celui du World Bank Group, affiliée à la Banque Mondiale ! Ce groupe, sous couvert d'aide et d'accès à l'eau veut promouvoir des partenariats publics-privés pour « développer » ce secteur. Pas un mot sur des partenariats publics-publics, l'orientation est donnée ! Si on se penche sur quels sont les organismes représentés dans ses instances dirigeantes et sur qui sont les membres du Conseil d'administration ou du comité directeur, l'image est encore plus claire : à coté de quelques représentants étatiques et d'ONG, on trouve le directeur de Nestlé, la World Bank Group, Pepsi-Cola, le World Economic Forum, Coca-Cola, DOW (entreprise chimique produisant du plastic et ayant produit du Napalm) et... la DDC, qui finance également cette structure à hauteur de CHF 3'416'000 pour les années 2014 à 2016 pour promouvoir des partenariats publics-privés dans le domaine de l'eau !

Aujourd'hui la DDC, avec à ses côtés les grandes ONG suisses, participe à promouvoir des projets publics-privés de privatisation de l'eau et de son approvisionnement. En matière d'investissements privés dans le domaine de la distribution de l'eau, les populations d'Atlanta, Accra, Berlin, Buenos Aires, La Paz et Paris ont vu la qualité de leur eau diminuer et son prix exploser, tant et si bien que ces services ont été remis en mains publiques.

Travailler avec des start-ups suisses ou des PME qui produisent des technologies innovantes pour permettre un accès à l'eau dans des pays du Sud est une chose qui peut se comprendre. Mais travailler et siéger avec des multinationales qui affirment clairement que l'eau est une marchandise et doit être traitée comme telle est véritablement inquiétant. De nombreuses organisations syndicales, politiques et non-gouvernementales ont d'ailleurs demandé à la DDC de ne plus soutenir financièrement des partenariats publics-privés et d'octroyer ce soutien et ces compétences aux systèmes publics, sur le modèle suisse, ainsi que de consolider le contrôle démocratique sur l'eau en tant que bien public. On peut s'étonner qu'aucune des grandes organisations membre d'Alliance Sud ne soit signataire de cette lettre.

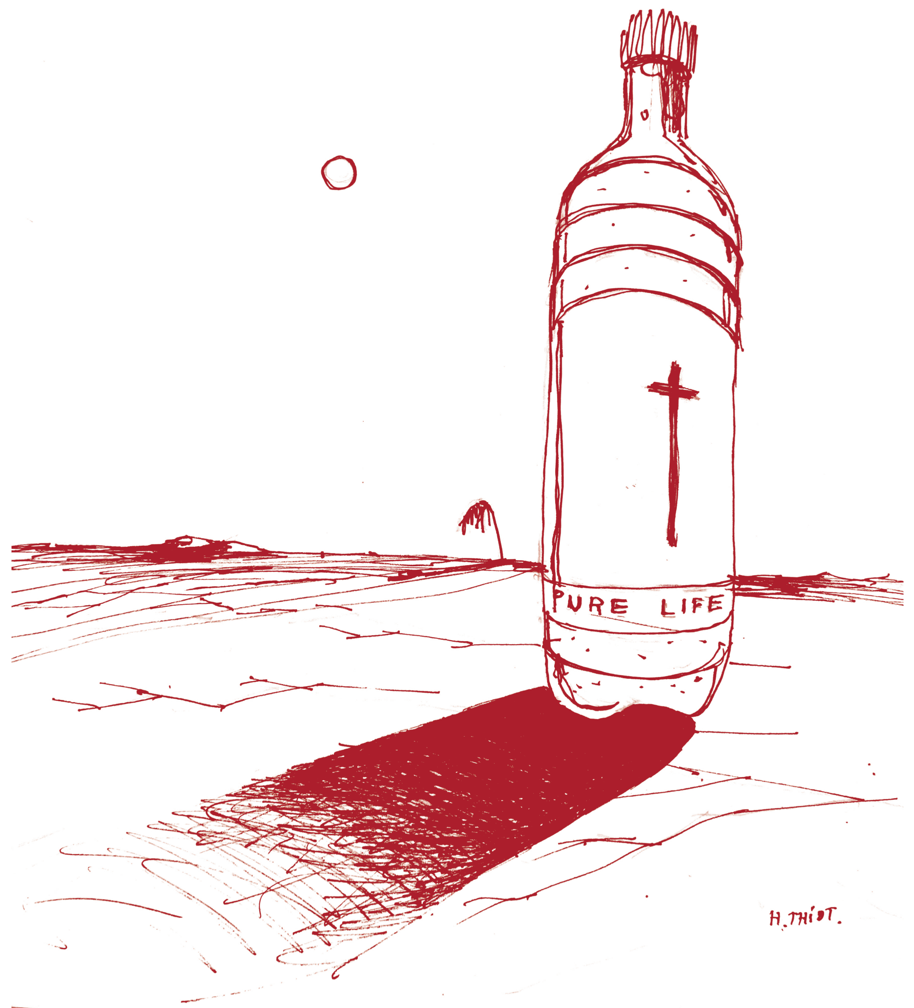
Nous ne le répéterons jamais assez : l'eau est un bien commun, sa gestion doit rester impérativement en mains publiques afin non seulement d'assurer l'accès à l'eau potable à tou.te.s, mais aussi une eau de qualité, des infrastruc-

tures de distribution régulièrement contrôlées et un assainissement des eaux usées respectueux de l'environnement, tout ceci à des prix permettant le maintien de l'infrastructure et sans profit. L'eau n'est pas un marché ! Actuellement, la Suisse possède une telle gestion de l'eau, à la satisfaction de ses habitants.

La Suisse, ses services industriels ou ses communes ont une grande expertise dans la gestion de l'eau. Ils pourraient partager cette expertise, participer au développement d'infrastructures publiques dans d'autres pays ou villes qui en ont un urgent besoin et rejoindre la plateforme nationale Solidar'eau Suisse, qui met en place des partenariats publics-publics entre les différentes municipalités avec succès. Un acte de solidarité sans profit.

Claire Magnin

*Article paru la première fois dans le journal Vision 2035, numéro 30.



Rohstoffe

Ist für die DEZA das Wasser noch ein Allgemeingut?

Die Beziehungen der Direktion für Entwicklung und Zusammenarbeit zu den grossen Wassermultis erlaubt diesen ihr schlechtes Image aufzupolieren und in Form von öffentlich-privaten Partnerschaftn die private Beschlagnahme des Wassers weiterzutreiben.

Nestlé, Coca-Cola, Pepsi-Cola und alle Liberalisierungsbegeisterten wollen Wasser zu einer Ware wie jede andere machen und entwickeln Strategien, um es von den Quellen bis zur Verteilung an die Haushalte zu erfassen. Und ihre neue Strategie ist es, in öffentlich-private Partnerschaften zu investieren.

Man könnte glauben, die Schweiz wäre geschützt, wenn man die gute Qualität dieser Dienstleistungen in der öffentlichen Hand betrachtet. Doch das ist nicht der Fall: Der Versuch in Zürich, die Wasserversorgung an private Hände zu übergeben, zeigt, dass die öffentliche Verwaltung dieses Sektors sowohl auch hier den Appetit schürt. Zum Glück haben die Zürcher nein gesagt!

Die DEZA, ein aussenpolitisches Organ der Schweiz, stellt auf ihrer Website fest, dass "private Investitionen einen entscheidenden Einfluss auf die Entwicklung der am wenigsten entwickelten Länder oder Schwellenländer haben". Durch das strategische Bündnis mit privaten Partnern habe die DEZA Zugang zu Fachwissen und Möglichkeiten, ihre Entwicklungswirkung zu verstärken. Wer sind aber diese Partner was den Zugang zu Wasser betrifft?

Die DEZA ist in verschiedenen Foren vertreten, insbesondere in der Swiss Water Partnership (SWP), deren Sekretariat von Helvetas geleitet wird. In diesem Verband sind viele Schweizer

Wasserverantwortliche zusammengeschlossen. Unternehmen aus allen Bereichen des Wassers, NGOs wie Alliance Sud (Caritas, HEKS, Helvetas, Swissaid), das Bundesamt für Landwirtschaft, SECO, DEZA, Universitäten und... multinationale Unternehmen, insbesondere Nestlé. Die Rolle der SWP besteht darin, "den Zugang zu Wasser in allen Teilen der Welt und die Zusammenarbeit zwischen privaten, öffentlichen und zivilgesellschaftlichen Akteuren zu fördern." Die DEZA fördert also den Aufbau von öffentlich-privaten Partnerschaften im Wassersektor. Ohne uns genau zu sagen, was sie unter öffentlich-privater Partnerschaft versteht. Eine Zusammenarbeit mit Start-ups oder KMU, die neue technologische Lösungen bringen können? Oder die Verteilung von Wasser oder die Abwasserentsorgung in private Hände legen? Oder den Investoren den vollen Zugang zu den Wasserressourcen zu öffnen, damit sie in Flaschen abgefüllt "sauberes Wasser" an die Bevölkerung vertreiben? Oder alle drei?
Wir sind besorgt darüber, dass auch große NGOs in diesem Kreise vertreten sind. Sind sie auch Unterstützer dieser öffentlich-privaten Partnerschaften? Lässt ihnen zum Beispiel die Nähe zu Nestlé die Freiheit, deren Missetaten in Vittel oder Brasilien anzuprangern?

Schaut man näher hin, so findet man auch die DEZA als Mitglied der von Nestlé gegründeten Water Resource Group, deren Website auf jener der World Bank Group liegt und die der Weltbank angeschlossen ist! Diese Gruppe will unter dem Deckmantel der Hilfeleistung und des Zugangs zu Wasser öffentlich-private Partnerschaften fördern, welche diesen Sektor "entwickeln" sollen. Kein Wort über öffentlich-öffentliche Partnerschaften, die Orientierung ist vorgegeben! Schaut man weiter, welche Organisationen in ihren Leitungsgremien vertreten und welches die Mitglieder des Verwaltungsrats oder der Geschäftsleitung sind, so wird das Bild noch deutlicher: Neben einigen Regierungs- und NGO-Vertretern findet man den Direktor von Nestlé, die Weltbankgruppe, Pepsi-Cola, das Weltwirtschaftsforum, Coca-Cola, DOW (ein Chemieunternehmen, das Kunststoff herstellt und Napalm produziert hat) und... die DEZA, welche diese Struktur auch für die Jahre 2014 bis 2016 mit CHF 3'416'000 finanziert! Zur Förderung öffentlich-privater Partnerschaften im Wassersektor!

Heute wirkt die DEZA zusammen mit den grossen Schweizer NGOs an öffentlich-privaten Projekten zur Privatisierung des Wassers und der Wasserversorgung mit. Hinsichtlich privater Investitionen in die Wasserversorgung sahen die Bewohner von Atlanta, Accra, Berlin, Buenos Aires, La Paz und Paris die Wasserqualität in solchem Ausmass abnehmen und die Preise explodieren, dass diese Dienstleistungen in die öffentlich Hand zurückgekehrt sind.

Die Zusammenarbeit mit Schweizer Start-ups oder KMUs, die innovative Technologien für den Zugang zu Wasser in den Ländern des Südens entwickeln, leuchtet ein. Aber die Arbeit und die Tagungen mit multinationalen Unternehmen, welche klar behaupten, Wasser sei eine Ware und müsse als solche behandelt werden, ist wirklich beunruhigend. Viele Gewerkschaften, politische Organisationen und NGOs haben die DEZA gebeten, die finanzielle Unterstützung für öffentlich-private Partnerschaften einzustellen, diese Unterstützung und Fachkenntnis nach dem schweizerischen Vorbild in öffentliche Systeme einzubringen und die demokratische Kontrolle über das Allgemeingut Wasser zu festigen. Man kann sich darüber wundern, dass keine der großen Mitgliedsorganisationen der Alliance Sud dieses Schreiben unterzeichnet hat.

Wir können es nicht oft genug wiederholen: Wasser ist ein Gemeinschaftsgut, dessen Bewirtschaftung in öffentlicher Hand bleiben muss, um nicht nur den Zugang zu Trinkwasser für alle sicherzustellen, sondern auch qualitativ hochwertiges Wasser, regelmäßig kontrollierte Versorgungsinfrastrukturen, umweltfreundliche Abwasserbehandlung - und das alles zu Preisen, die es ermöglichen, die Infrastruktur zu erhalten ohne Profite. Das Wasser ist kein Markt! Die Schweiz verfügt über eine solche Wasserbewirtschaftung zur Zufriedenheit ihrer Bewohner.

Die Schweiz, ihre Stadtwerke und Gemeinden verfügen über ein hohes Mass an Kenntnissen in der Wasserwirtschaft. Sie könnten dieses Wissen teilen und sich an der Entwicklung der öffentlichen Infrastruktur in anderen, sie dringend benötigenden Ländern oder Städten beteiligen und der nationalen Plattform Swiss Solidar'eau beitreten, welche erfolgreich öffentlich-öffentliche Partnerschaften zwischen den verschiedenen Gemeinden aufbaut. Ein Akt der Solidarität ohne Profit.

Claire Magnin

Um weiter zu gehen

Die Petition: Beendigung der Berufung eines Mitglieds der Nestlé-Leitung in das Schweizer Büro, das für die Hilfe für internationale WASSER-Projekte zuständig ist: http://action.storyofstuff.org/sign/nestle-swiss-agency-water-aid/

....

Pour aller plus loin

L'article de Franklin Frederick : L'eau et les nouvelles puissances coloniales sur le site Investig'Action

La pétition : Mettre fin à la nomination d'un membre de la direction de Nestlé à l'office suisse chargé de l'aide aux projets internationales liés à l' EAU sur le site : http://action.storyofstuff.org/sign/nestle-swiss-agency-water-aid_french/



Société civile

Les nouvelles casquettes de l'activisme

Activistes pour le climat, groupes féministes, mouvements antispécistes, clowns activistes, Gilets jaunes, associations et collectifs en tous genres lancent leurs propres initiatives solidaires et militantes face à des politiques et systèmes démocratiques qui s'avèrent inaptes à faire face aux enjeux sociaux actuels et au défi climatique. Retour sur ces nouveaux activismes qui instaurent de nouvelles modalités d'actions collectives.

Ce qui fait la particularité de ces mouvements activistes récemment propulsés sur le devant de la scène est avant tout le vaste répertoire d'actions collectives qu'ils déploient, telles que la désobéissance civile, la démocratie directe, les rassemblements massifs, les occupations de lieux publics et les actions de violence politique. Plus particulièrement, beaucoup de nouveaux mouvements se réclament de la désobéissance civile, un moyen d'action de plus en plus prôné qui aurait fait ses preuves.

Mais d'abord, qu'est-ce que la désobéissance civile ?

La désobéissance civile peut se définir comme une forme d'action collective de transgression et de protestation menée contre une loi ou une politique jugée injuste. La désobéissance civile est également un acte de résistance à l'oppression qui cherche à favoriser une protestation plus large.

Ainsi, les personnes qui recourent à la désobéissance civile sont celles qui dérogent à la règle de manière consciente et intentionnelle et qui sont prêtes à assumer les sanctions auxquelles leur comportement les expose ; cet acte de désobéissance est un acte public non-violent visant à interpeller les politiques et, au-delà, l'opinion publique. Ce type d'action résulte de la décision d'un groupe et non d'individus isolés. La désobéissance civile est donc un acte de résistance qui opère une rupture avec les voies démocratiques habituelles.

La désobéissance civile de par le monde

Ainsi, la désobéissance civile comme action politique a été régulièrement employée pour défendre une multitude de causes. Citons quelques exemples français, comme la publication en France du « manifeste des 343 » de 1971 contenant la liste de 343 personnalités qui auraient eu recours à l'avortement alors prohibé par la loi ou encore dès 1999, l'arrachage de plantes transgéniques et le saccage de fast foods Mac Donald's en construction par ceux qui se sont fait appelés les « faucheurs volontaires ». Depuis 1990, l'association « droit au logement » recourt également à des actions de type « désobéissance civile » en occupant régulièrement de manière illégale des logements inhabités et en mettant sur pied de fausses crémaillères pour dénoncer la hausse des loyers.

L'action répétée de Ende Gelände menée depuis 2015 en Allemagne visant à bloquer des usines à charbon a aussi été perçue comme une action de désobéissance civile de grande envergure. Nous pouvons également mentionner la grande journée de mobilisation qui a été menée à Paris en avril 2019 et qui avait permis de bloquer les sièges de grandes entreprises comme Total, EDF et la Société Générale. Bref, ces initiatives sont nombreuses et non totalement dépourvues d'une certaine audace et impertinence, leur donnant un certain bagout créatif.

Par ailleurs, l'émergence de ces nouveaux mouvements s'accompagnent d'un processus de radicalisation, à la fois idéologique et pratique pour le changement social. Ils se démarquent également dans la conduite d'une réflexion constante sur leur mode d'organisation, se distancient de la structure partisane ou associative qui ne permettrait pas un fonctionnement horizontal. En effet, l'existence de petits groupes minoritaires prenant les décisions pour l'ensemble du collectif n'est manifestement pas souhaité et le consensus serait la méthode employée pour accompagner les prises de décision. Ces nouvelles formes militantes activistes affirment donc une volonté de désengagement du champ partisan pour ne pas tomber dans le piège des clivages politiques.

Ainsi, de nouvelles formes d'organisation et de mobilisation aux effets inattendus voient le jour et ont permis à tout un chacun de se réinvestir dans la société civile. Une jolie manière également de réinventer notre vive-ensemble démocratique qui avait bien besoin d'un bon gros bol d'air frais.

Nadia Magnin

Die neuen Kleider des Aktivismus

KlimaaktivistInnen, feministische Gruppen, antispeziesistische Bewegungen, Clown-AktivistInnen, Gelbwesten, Verbände und Kollektive aller Art starten ihre eigene Solidarität und aktivistischen Initiativen angesichts demokratischer Politiken und Systeme, die sich als unfähig erweisen, aktuelle soziale Fragen und die Klimaherausforderung anzugehen.

Ein Rückblick auf diese neuen Aktivismen, welche neue Arten kollektiver Aktionen einführen. Was diese neuerdings in den Vordergrund getretene aktivistische Bewegungen einzigartig macht, ist vor allem die Vielfalt kollektiver Aktionen, die sie durchführen, wie ziviler Ungehorsam, direkte Demokratie, Massenkundgebungen, Besetzungen öffentliche Räumlichkeiten und Akte politischer Gewalt. Insbesondere bekennen sich viele neue Bewegungen zum zivilen Ungehorsam, einem immer häufiger gepriesenen Aktionsmittel, das sich schon bewährt habe.

Aber vorerst, was ist ziviler Ungehorsam?

Ziviler Ungehorsam kann definiert werden als eine Form kollektiven Handelns bestehend aus Übertretungen und Protesten gegen ein Gesetz oder eine Politik, die als ungerecht empfunden werden.Ziviler Ungehorsam ist auch ein Akt des Widerstands gegen Unterdrückung mit dem Ziel, einen breiteren Protest zu fördern.

Auf zivilen Ungehorsam zurückgreifende Personen sind also solche, die bewusst und absichtlich Regeln missachten und bereit sind, die Sanktionen auf sich zu nehmen, welchen ihr Verhalten sie aussetzt; dieser Ungehorsam ist ein gewaltfreier öffentlicher Akt mit dem Ziel, Politiker und darüber hinaus die öffentliche Meinung anzusprechen. Es ist eine kollektive Aktion, zu der sich eine Gruppe entschliesst und nicht isolierte Individuen. Ziviler Ungehorsam ist daher ein Akt des Widerstands, der die üblichen demokratischen Wege verlässt.

Ziviler Ungehorsam weltweit

So wurde ziviler Ungehorsam als politisches Handeln im Kampf für eine Vielzahl von Anliegen regelmässig eingesetzt. Beispiele dafür sind die Veröffentlichung des «Manifests der 343» in Frankreich mit der Liste von 343 Persönlichkeiten, die angeblich zur Abtreibung gegriffen haben, als sie noch gesetzlich verboten war, oder die Entwurzelung transgener Pflanzen und die Verwüstung von im Bau befindlichen McDonald-Restaurants durch Aktivisten, die sich als «Faucheurs volontaires» (in Deutschland «Feldbefreier») bezeichnen liessen. Der Verein «Recht auf Wohnung» setzt häufig «zivilen Ungehorsam» ein, indem er regelmässig unbewohnte Wohnungen illegal besetzt und «einweiht», um den Anstieg der Mieten anzuprangern.

«Ende Gelände», die seit 2015 in Deutschland wiederholte Aktion der Blockade eines Kohlekraftwerks wurde auch als gross angelegte zivile Ungehorsamskampagne angesehen. Wir können auch den Aktionstag erwähnen, der im April 2019 in Paris stattfand und ermöglichte, den Hauptsitz von Grossunternehmen wie Total, EDF und Société Générale zu blockieren. Kurz gesagt, diese Initiativen sind zahlreich und entbehren nicht gänzlich einer gewissen Kühnheit und Unverschämtheit mit eigenen kreativen Formen.

Darüber hinaus wird das Entstehen dieser neuen Bewegungen von einem Prozess sowohl ideologischer als auch praktischer Radikalisierung für den sozialen Wandel begleitet. Sie stechen auch ab durch die ständige Reflexion über ihre Organisationsweise und distanzieren sich von einer parteigebundenen oder assoziativen Struktur, die ein horizontales Funktionieren nicht zulassen würde. Tatsächlich ist die Existenz kleiner Minderheiten, die Entscheidungen für das gesamte Kollektiv treffen, eindeutig unerwünscht und der Konsens wird als zur Entscheidungsfindung geeignete Methode angestrebt. Diese neuen aktivistischen militanten Formen bekräftigen auch die Bereitschaft, sich von den politischen Parteien zu lösen, um nicht in die Falle politischer Spaltungen zu geraten.

So entstehen neue Formen der Organisation und Mobilisierung mit unerwarteten Auswirkungen, die es jedem ermöglichen, sich wieder in der Zivilgesellschaft einzusetzen. Ein schöne Neuerfindung demokratischen Zusammenlebens - frische Luft ist vonnöten.

Nadia Magnin

Save the date !

Le contre-forum sur le trading de matières premières aura lieu le samedi 28 mars 2020 à Lausanne

